

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-ELN-rompt-le-dialogue-avec-le-gouvernement-colombien-et-les-FARC-constituent-un-gouvernement-clandestin-de-la-Colombie>

L'ELN rompt le dialogue avec le gouvernement colombien et les FARC constituent un gouvernement clandestin de la Colombie.

Date de mise en ligne : mercredi 25 décembre 2002

- Les Cousins - Colombie -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Agence France-Presse

Bogota, Colombie, le mardi 24 décembre 2002

L'Armée de libération nationale (ELN, extrême gauche), seconde guérilla de Colombie, a annoncé la suspension des discussions avec le gouvernement colombien, estimant que celui-ci conduisait le pays à une guerre aux conséquences imprévisibles, dans une déclaration publiée mardi sur le site internet de l'ELN.

L'annonce par l'ELN de la rupture des conversations « exploratoires » menées avec les autorités légales du pays intervient simultanément à la publication par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxiste), plus importante guérilla du pays avec 17 000 hommes, d'un communiqué informant de la constitution d'un gouvernement dans la clandestinité comme alternative au « régime fasciste » du président Alvaro Uribe.

L'ELN souligne, dans son communiqué, qu'elle « a suspendu les conversations exploratoires qu'elle menait avec le gouvernement, les faits indiquant que (le président Alvaro) Uribe s'entête à conduire le pays vers une guerre injuste aux conséquences imprévisibles et douloureuses pour tous ».

Selon la guérilla d'extrême gauche, « le gouvernement est en train de préparer et de financer la guerre » et « de légitimer l'intervention étrangère, qui, entre autres choses, progresse en secret ».

Le gouvernement du président Uribe et l'ELN, dont les forces sont estimées à 4500 hommes, avaient annoncé il y a quelques semaines la tenue de discussions exploratoires, dont les résultats n'ont pas été communiqués.

De leur côté les FARC, dans un communiqué publié également sur leur site internet, ont appelé « les forces sociales, les secteurs, mouvements et colombiens opposés au fascisme de (Alvaro) Uribe Velez à constituer un gouvernement démocratique et opposé au néolibéralisme afin qu'il se constitue, avec un programme de paix, en pouvoir alternatif pour conduire le pays sur les chemins de l'espérance, de la souveraineté et de la justice sociale ».

Ce gouvernement sera composé de 12 personnes « représentants toutes les régions et tous les secteurs du pays qui s'identifient avec la plate-forme en 10 points pour une nouvelle Colombie, qui développera au début son activité dans la clandestinité jusqu'à obtenir la force pour agir à visage découvert dans tout le pays », ajouté le texte.

La plate-forme en dix points à laquelle se réfèrent les FARC avait été avancée par la guérilla lors des discussions de paix avortées avec le gouvernement du précédent président Andres Pastrana et prévoit notamment une stratégie de lutte contre le trafic de drogue, une réforme agraire, la modernisation des forces armées, la lutte pour les droits de l'homme et le changement du modèle économique de développement du pays.

Les prises de position des FARC et de l'ELN du pays suivent de 24 heures l'annonce par le gouvernement d'Alvaro Uribe, l'ancien gouverneur à poigne de Medellin (nord-ouest) élu dès le premier tour de la présidentielle le 26 mai, avec 53% des voix, de créer une commission chargée de mener les discussions de paix avec les paramilitaires d'extrême droite, initiative à laquelle les deux mouvements de guérilla ont toujours déclaré être catégoriquement opposés.

Le président Uribe, austère dissident libéral de 50 ans, fanatique de l'autorité, apôtre d'une lutte sans merci contre la guérilla, a prôné depuis son arrivée au pouvoir dans un pays qui a déjà connu plus de 200 000 morts depuis 1964 une stratégie de l'affrontement, qui n'a pour l'instant guère été concluante, avec une multiplication depuis plusieurs semaines des attentats urbains, pour la plupart attribués aux FARC par les autorités.

Le dernier en date, le jet d'un engin explosif contre une caserne du sud de Bogota, a fait trois blessés, dont deux policiers, selon le commandant de la police de la capitale, le général Jorge Castro, le soir même de Noël.